

après le 7 décembre,

TRAVAILLEUR·SES DU SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL...

le 11 janvier, on se rassemble partout...

le 27 janvier, on se mobilise pour nos salaires
avec toutes les salarié·es...

le 1er février, on occupe la rue encore plus
nombreux·ses que le 7/12!



Le 7 décembre est une mobilisation historique des professionnel·les et des étudiant·es du secteur social et médico-social. Nous étions 60.000 manifestant·es dans la rue. Cette mobilisation massive a révélé le profond mal-être des travailleur·euse·s du social et du médico-social. A cette occasion, nous avons pu crier notre colère et envoyer un premier signal fort et remarqué !

Le manque chronique et criant de moyens et d'effectifs a des effets de plus en plus visibles. **Les services sociaux dans nos collectivités territoriales souffrent depuis de nombreuses années d'une réduction massive de moyens pour garantir leurs missions à destination des populations fragilisées socialement.**

Educateurs.rices, assistant.es sociaux.les, travailleurs.ses du social, puéricultrices, secrétaires médico-sociales, assistant.es familiaux.les, infirmières, psychologues, médecins... nous sommes confronté·es à des conditions de travail qui ne permettent plus l'exercice des missions qui leur incombent.

La charge de travail exponentielle, le sous-effectif chronique organisé dans la plupart des Départements et associations, la suppression de moyens à destination de la population qui privent les travailleurs.euses du social et médico-social d'outils indispensables à la résolution des difficultés, ont des conséquences indéniables sur la santé et la sécurité du personnel (arrêts maladies, reconnaissance en maladies pro, accidents de travail liés l'épuisement professionnel) et provoquent des conflits de valeurs ingérables.

A cela vient s'ajouter la difficulté à recruter dans notre secteur. Rien d'étonnant à cela. **Nos employeurs et leurs administrations sont responsables de cette situation qu'eux-mêmes ont provoquée en fragilisant la fonction publique et en dégradant nos conditions de travail.** Dans toutes nos collectivités nous faisons les mêmes constats. Les logiques comptables et à court terme officient partout et sans limite.

à Sud
on veut que
ça change !

Alors pour ne plus tomber malade, pour que les contractuel·les fraîchement nommées ne quittent plus nos services afin de se protéger et fuir l'insupportable, pour ne plus craquer les uns après les autres, il est nécessaire de redonner du sens au travail social et de nous redonner les moyens de travailler. Nous ne voulons plus de réponses incomplètes et de saupoudrage ! Leur plan de communication ne fonctionne plus ! De manière urgente, nous voulons de vrais engagements et des actes forts de la part des collectivités locales mais aussi du gouvernement et de l'Etat.

Les travailleur·euses du **social et du médico-social demandent à retrouver de l'autonomie** et des espaces de réflexion, afin de sortir des logiques de dispositifs qui sclérosent leurs interventions et contraignent les populations. Il est urgent de rouvrir et créer des places dans les établissements en charge de la Protection de l'Enfance, de l'Insertion sociale, du handicap, de la santé... Il est nécessaire de redonner les moyens aux collègues de la polyvalence, de l'ASE, de la PMI, de l'insertion, de la dépendance... de réinvestir la prévention plutôt que le curatif, ou le dépistage (notamment en PMI).

Le 7 décembre beaucoup de Départements se sont mobilisés. Alors, après le premier signal du 7 décembre, il faut continuer à rassembler et unir les collègues ! L'AG nationale des grévistes du social et du médico-social appelle l'ensemble des professionnel·les à rejoindre la lutte et à intensifié les actions dès le 15 janvier afin de préparer la prochaine journée de grève nationale du 1er février.

Nous appelons donc tous nos syndicats à organiser des AG et à rejoindre les mobilisations locales qui s'organiseront autour du 11 janvier avec les salarié·es du privé et les étudiant·es. Nous devons continuer à amplifier le mouvement et nous rendre plus visibles et plus audibles.

Le 27 janvier et le 1er février, nous devons être encore plus nombreux·euses dans la rue et organiser là où ce sera possible des grèves reconductibles pour nos conditions de travail, pour nos salaires !!

La peur doit changer de camp ! Refusons de continuer à travailler en « mode dégradé » ! Secouons nos employeurs !

Rappelons aux exécutifs locaux qu'en ayant mis la main sur nos services publics ils doivent assumer une obligation de moyens à la hauteur des besoins ! Leur responsabilité est engagée !

Soyons nombreux·euses, déterminé·es, exigeant·es. Occupons le terrain et faisons parler des services sociaux de polyvalence, de la PMI, de l'ASE, de l'insertion, du handicap...

à Sud
on veut agir !

